

propos recueillis par Mylène Serra et François Diani

Vous êtes né dans un milieu d'intellectuels. Votre père était professeur d'italien et professeur d'allemand, votre mère était professeur de latin et de français. Quelle perception avait-on dans un milieu de lettres de la réalité corse de l'entre-deux

guerres?

Vous avez justement précisé que j'étais le fils de deux enseignants, ma mère originaire de Ghisoni et de Sainte-Lucie de Tallano, était corse, mais née à Philippeville, elle avait vécu longtemps en Algérie. C'est elle qui m'a donné le goût de la littérature. Elle avait gardé l'image d'une Corse du 19e siècle, un peu romantique et très latine. L'abbé Letteron lui avait appris le latin. Mes parents m'ont initié à la culture italienne et j'ai retrouvé, grâce à eux, une partie de la culture familiale: mon arrière-grand-père, qui était menuisier à Ghisoni, lisait le Tasse et l'Arioste dans le texte.

L'image de la Corse que m'a léguée mon père était aussi une image très concrète, parce qu'il était également un homme de la terre. Il cultivait son jardin, construisait des murs et faisait de la politique. Il était maire de son village, Olmo.

Vous avez été élève au lycée de Bastia de 1942 à 1949. Ce lycée représentait un peu à l'époque, toute proportion gardée, la petite Sorbonne de la Corse. Quels souvenirs gardez-vous de cette période de votre vie?

Le lycée de Bastia a été incontestablement un lieu d'intelligence où ont enseigné de grands professeurs. Il y régnait une atmosphère de travail. Nous voulions réussir. La Corse offrait peu de ressources. Nous avions connu les années difficiles de la guerre, des privations. Ma scolarité a été marquée par quelques professeurs aux personnalités diverses et particulièrement par Fernand Ettori, qui enseignait avec une élégante rigueur.

Avez-vous conscience, en tant qu'élève, de l'effervescence politique qui régnait à l'intérieur du corps professoral?

Les oppositions politiques ont réellement commencé avec la guerre d'Espagne. Les enseignants s'étaient alors divisés. Un certain nombre de professeurs continentaux ou corses ont diffusé, à cette époque, la doctrine communiste, à Bastia. Mais le jeu était celui d'un dialogue ouvert entre les élèves et les professeurs. Pour les élèves de ma génération les études passaient avant tout. Nous parlions peu de politique. Et pourtant ce fut la génération de Charles Santoni, d'Edmond Simeoni, du préfet Riolacci...

A Paris, vous avez fait Khâgne de 1949 à 1953, en même temps que Jacques Derrida, Pierre Bourdieu et Michel Serres, aujourd'hui professeurs au collège de France. Avez-vous été tenté par le communisme?

Il est vrai qu'il y avait beaucoup de communistes dans ma promotion. Certains devaient occuper, par la suite, des postes importants au parti. Passionné par l'histoire et la philosophie, dès cette époque, je me refusais aux embrigradements idéologiques. Les condisciples que vous avez cités n'étaient pas communistes. J'ai reçu, par philosophies interposées, l'enseignement d'Alain et de Jules Lagneau. Ces années de formation sont pour moi fondamentales.

Après un long séjour en Italie et trois années d'enseignement au lycée de Bastia, notamment en "Lettres sup", vous commencez à voyager et sur des continents aussi divers que l'Asie, l'Amérique latine, l'Afrique... En quoi l'observation de ces pays vous renvoyait-elle à la Corse?

Je retiendrai de forts enseignements de ces séjours à l'étranger effectués en tant que conseiller culturel et de coopération technique dans nos ambassades de Bangkok, Bogota, Ouagadougou. Ces pays de cultures et de civilisations diverses et aux

16 - KYRN MAGAZINE - 2 SEPTEMBRE 1988

systèmes politiques très différents avaient, toutefois, un point commun: c'étaient des pays en voie de développement au plan

économique.

De par mes fonctions, je m'intéressais de près aux problèmes des mentalités, aux pesanteurs culturelles, aux liens entre l'économie et la culture. Pour développer des actions de coopération, j'étudiais le rapport entre les infrastructures, qui, paradoxalement, pouvaient s'accorder avec une vie intellectuelle et culturelle assez intense.

Mon expérience d'insulaire m'a aidé à comprendre ces pays. Elle m'a permis, par exemple, de saisir les mécanismes du sous-développement dans le système tribal de l'Afrique noire, un système qui offre

des analogies avec le clan.

En Colombie, le système bipartiste m'a rappelé étrangement la bipartition politique insulaire. Les différences idéologiques qui séparaient les Conservateurs des Libéraux colombiens étaient bien minces et, pourtant, leur rivalité était si violente qu'elle les a fait sombrer dans la guerre civile. Les contradictions entre le boudhisme et le développement économique m'ont aussi passionné au Siam et fait découvrir que des contradictions, apparemment irréductibles, peuvent être dépassées et pas forcément par des synthèses.

Avez-vous été touché par les thèses Tiers-mondistes qui se sont développées durant ces années?

J'ai suivi de très près les problèmes du développement, observé, avec la misère des "campesinos" colombiens ou celle des paysans voltaïques, les conflits internes de religion ou de cultures, la "subversion" et la terrible "Violencia" qui venait de ravager la Colombie (1 million de morts en dix ans!). J'ai analysé le phénomène des guérillas et de la répression. Je me suis intéressé à l'action de l'église et de ses évêques, qui s'étaient engagés dans le combat des Droits de l'homme. J'ai été confronté à des réalités tragiques, et de quelle ampleur! ceci bien avant que le malaise corse ne prenne une allure dramatique.

Le prestige du général De Gaulle était

très grand dans ces pays?

L'une des raisons de mon admiration pour De Gaulle tient à ce que j'ai pu mesurer dans ces pays combien le prestige de la France lui était lié.

J'ai aussi mesuré l'extraordinaire défi que le général a voulu relever : concrétiser sur le plan de la coopération culturelle, technique et économique, ce qui jusqu'alors, n'était qu'un mythe, celui d'une France lointaine, championne des Droits de l'homme, la France de la Révolution française. Les latino-américains se sont pris au jeu. Ils ont exigé des réponses tout à fait concrètes. Le poids de notre action



en Afrique ne nous a pas toujours permis de répondre à leurs attentes...

N'y a-t-il pas contradiction entre cette fascination pour le prestige de la France

et son image coloniale?

Cela peut vous paraître extraordinaire, mais la France est un pays hérétique. Au moyen âge, elle s'oppose à l'empire et à la papauté, pour créer un Etat. La France n'est pas fondée sur une ethnie, mais sur des principes de Droit et l'appropriation et la diffusion des grandes valeurs, à commencer par celle de Rome et de l'église. La France s'est considérée, et a été considérée, surtout depuis le XVIIe siècle, comme la bourse des valeurs universelles.

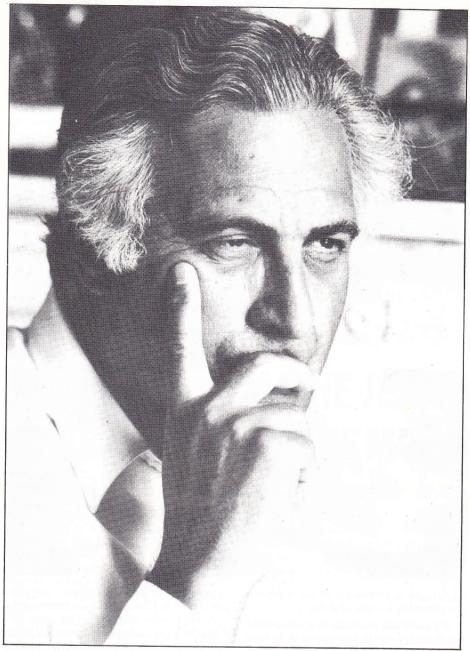
A partir du XVIIe siècle, ce pays a partie liée avec la raison, qui est à la base du développement de l'esprit, de la science et des techniques. Au XIXe siècle, les nécessités économiques d'expansion, en ouvrant l'ère coloniale, mettent la France en contradiction avec elle-même. Jules Ferry symbolise cette contradiction. Jules Ferry, le "tonkinois", l'homme des conquêtes coloniales, était aussi un franc-maçon, qui se battait pour les valeurs fondamentales des Droits de l'homme et de la conscience.

Si De Gaulle est grand, c'est aussi, en dépit des vicissitudes de la guerre d'Algérie pour avoir été jusqu'au bout de la décolonisation.

Vous paraissez accorder beaucoup d'importance dans vos analyses aux contradictions? Pouvez-vous vous expliquer sur ce point?

Les pays comme les hommes sont porteurs de contradictions. Les contradictions sont aussi la vie même. Il ne faut pas vouloir à tout prix les résoudre. Il y a des contradictions inacceptables et il y a celles qui sont le moteur de l'histoire et qui font la richesse de l'homme et des sociétés.

Edgar Morin dans un livre récent, "Penser l'Europe", montre qu'il ne s'agit pas de faire une synthèse des contradictions européennes, mais plutôt de faire vivre côte à côte des forces antagonistes, lorsqu'elles sont porteuses de richesses morales et spirituelles. En Corse, nous sommes dans des contradictions; certaines sont inacceptables dans la mesure où elles



nous empêchent de déboucher sur des actions concrètes et de marquer des avancées sociales, culturelles et économiques. Par contre, il peut y avoir une bonne utilisation des contradictions.

Aleria résonne pour vous comme un coup de canon. Vous êtes nommé inspecteur d'académie de Bastia. C'est une coïncidence?

C'est et ce n'est pas une coïncidence. On est venu me chercher presque en pleine nuit, alors que j'étais inspecteur d'académie à Marseille. La décision a été prise le lendemain en Conseil des ministres, ce qui n'est pas l'usage. Je dois dire que si l'on n'était pas venu me chercher, j'aurais demandé à venir en Corse. Parce que je m'étais dit, et beaucoup de Corses de l'extérieur ont alors pensé la même chose, qu'il fallait faire profiter la Corse des expériences acquises ailleurs.

Aleria a-t-il été selon vous le réveil d'une île endormie ?

D'une certaine manière, oui. Mais un réveil brutal et lourd pour tout le monde de conséquences.

Les contradictions débouchaient cette fois sur un conflit ouvert et sanglant.

Vous avez été candidat en Corse aux législatives de 1978 sous la bannière giscardienne.

Ce fut mom premier acte politique. J'avais été séduit par l'intelligence de Giscard et l'ampleur de sa vision géographique.

A l'époque, le ministre de l'Intérieur Michel Poniatowski s'était violemment opposé à l'action d'Aleria. Comment viviez-vous cela?

De façon générale et sur le plan des principes, tout ce qui peut opposer fron-

talement la France à la Corse me déchire. Par ailleurs, je pense que les actions de "maintien de l'ordre républicain" doivent toujours être gérées avec intelligence et une maîtrise absolue. Je ne pouvais donc être d'accord sur la stratégie retenue. Plus que de la stratégie, elle relevait d'une vue confuse de la situation. On m'a reproché d'avoir noué à cette époque le dialogue avec les autonomistes. J'ait toujours été un homme d'ouverture. Mon habitude des affaires étrangères n'a fait que développer cette tendance. De plus Edmond Simeoni est un ami d'enfance. Je l'ai toujours considéré comme un idéaliste. Tout le monde sait qu'on commence dans l'idéalisme et qu'on finit parfois dans la tragédie. Il faudra encore du temps avant de se faire une idée juste de cet homme qui est entré dans notre histoire. Mais quel chemin de croix pour lui aussi! Mon action comme inspecteur d'académie était simple, contribuer à la mise en place du nouveau département. Il ne s'agissait pas de faire de la politique, mais d'apporter un plus à la région et plus particulièrement à la Haute-Corse, si longtemps défavorisée par rapport au Sud.

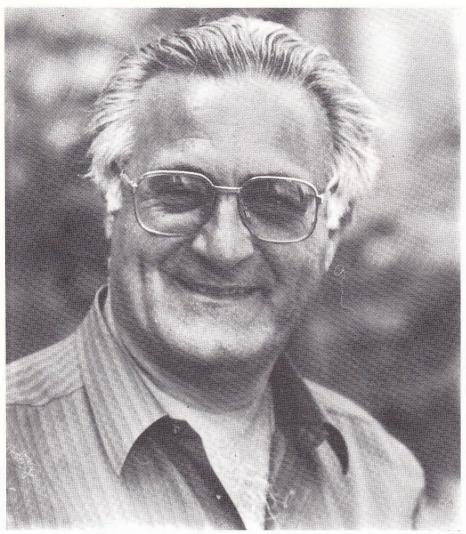
Le préfet de l'époque, Marcel Julia, m'a soutenu. Ma collaboration a été aussi franche. Cependant mon témoignage à la cour de Sûreté de l'Etat, en 1979, n'a pas été compris par tout le monde. Deux anciens élèves étaient parmi les accusés. Ils m'avaient demandé de témoigner. Je n'ai pas l'habitude de me dérober.

Comment le président de l'Udf de la Haute-Corse, conseiller général de Bastia, inspecteur d'académie et conseiller de ministre, pouvait-il déposer dans cette enceinte pour la défense? Ma position était claire. Elle consistait simplement à expliquer l'importance et la difficulté du problème corse, à en situer les causes dans une perspective historique, afin de tenter de trouver les meilleures solutions.

Quel bilan tirez-vous de cette expérience dans vos relations avec le pouvoir central?

J'ai toujours été un homme de conviction et de principes. Comme fonctionnaire, j'ai toujours accompli ma mission avec le sens du service public et servi loyalement la République. Comme homme politique, j'ai également des principes. D'où parfois des oppositions...

Je dois dire qu'à la longue, on s'est habitué et que l'homme de dialogue a fini par être accepté comme tel par le pouvoir et particulièrement par les ministres dont j'ai été le collaborateur. Cette position m'a permis de dire des choses, qui ne plaisaient peut-être pas toujours, mais que je considérais qu'il était mon devoir et, parfois de mon honneur, de dire.



En 1981, on vous retrouve aux côtés de José Rossi et d'Henri Antona sur la liste d'Union Régionale pour le Progrès : quel était votre projet avec cette liste assise entre deux clans?

Lorsque je suis parti dans cette aventure avec une liste, qui ne se raccrochait à aucun parti national, j'avais misé, à l'époque, sur deux hommes du Sud, José Rossi et Henri Antona, parce que je connaissais leur valeur. Ils s'intéressaient aux dossiers difficiles, avaient une bonne formation juridique et économique, des idées et du savoir-faire. L'opération ne manquait ni d'audace, ni d'allure, on m'avait confié la partie culturelle, parce que nous pensions qu'elle était essentielle pour le développement de l'île. Mais José Rossi gardait la direction politique du groupe et je me sentais confiné dans le culturel, alors que mon intérêt se portait sur la globalité de l'action et donc le poli-

J'ai ainsi partagé cette expérience que l'on a pu qualifier de « régionaliste ». La suite a montré qu'elle était plus complexe, puisque José Rossi est retourné au système politique traditionnel, en reprenant son rôle à l'Udf, parti qu'il avait quitté durant cette période.

Quel jugement portez-vous sur José Rossi et son glissement vers la Droite classique?

La politique est un rapport de forces et un art du possible, c'est-à-dire du compromis. Mais il y a le court et le long terme. Pour moi, la politique doit garder une finalité morale. Sinon comment y aurait-il une justice au bout? Je ne suis pas d'accord avec un certain nombre de gens de la classe politique pour lesquels la politique est une fin en soi. José Rossi est un homme réaliste. Il semble bien que pour le moment du moins, on ne puisse rien faire en Corse en dehors d'une appartenance aux partis classiques. Certains pensent pouvoir les transformer de l'intérieur. Pari difficile! José Rossi est parti en guerre contre Jean-Paul de Rocca Serra et puis il vient, cette année, de lui rendre un hommage vibrant. C'est une forme de réalisme. Il a été longtemps l'adversaire des Bonapartistes. Il a compris qu'il ne pouvait rien faire sans eux. La clé de cette réussite d'aujourd'hui est dans cette démarche politicienne qu'il critiqua naguère.

Analysez-vous votre parcours politique en termes d'échec?

On s'imagine trop souvent en Corse que l'on n'a aucun impact politique si l'on

ne possède pas un mandat électif. Je pense n'avoir jamais été, paradoxalement, aussi représentatif d'un certain nombre de gens et de valeurs, y compris du plan politique, qu'aujourd'hui, alors que je n'ai aucun siège. Lorsqu'on appartient à un parti politique, on ne peut guère marquer beaucoup d'écarts ou cela peut coûter cher. On est tenu par la cohérence interne d'un parti.

Vous avait-on sollicité pour les Régionales de 84?

A l'évidence, j'ai été « largué ». Parce que je ne représentais plus pour celui qui m'avait embarqué dans l'aventure, un élément intéressant, dans la mesure où l'élection devait se faire, cette fois, à un niveau départemental. Il valait mieux faire appel à quelqu'un du Sud et trouver d'autres interlocuteurs mieux placés que moi sur d'autres plans. N'est-ce pas la règle du jeu ?

Jusqu'où la morale, en politique, peutelle voyager avec le concret?

Tout est machiavel et dans « Le Prince ». Cette politique redoutable, « un art de tueurs », qui consiste à éliminer l'adversaire et souvent l'ami, par tous les moyens, ne prend sens et valeur que dans le dernier chapitre avec la véritable finalité: constituer la Nation italienne. Le politique, certes, ne peut-être « un prophète désarmé ». Il a les mains dans le cambouis, « il va au charbon », et parfois plus loin. La fin justifie les moyens, mais une fin noble.

Quels sont les moyens dont dispose la société civile corse pour s'exprimer?

La société civile s'exprime à travers les représentants du système politique et du monde économique dans les institutions qui leur sont propres.

Ceci dit, un certain nombre de forces ont émergé, tant au niveau économique que culturel. D'une certaine manière, elles s'expriment à travers les mouvements associatifs dont certains participent au jeu politique et économique.

Il y a aussi des créateurs et des intellectuels, qui jouent de plus en plus un rôle important dans la Corse d'aujourd'hui, qui prépare celle de demain. Je crois aussi à la nécessité d'un développement de la presse. L'espace démocratique doit être le plus ouvert possible au débat et aux confrontation d'idées et d'intérêts.

Le débat qui s'est instauré aujourd'hui peut-il déborder le champ politique?

Il le doit. De même que le discours politique est « langue de bois », l'action politique est rarement novatrice. Or en Corse, il faut sortir du discours, qui agrée à tout le monde. Il faut casser le jeu. La Corse est un espace paradoxal. Dans ce pays « du non-dit », chaque Corse est un lieu privilégié de contradiction. Est-ce un art de survivre que cette façon de tenir des discours doubles et souvent triples ? Cette



hypocrisie n'est pas satisfaisante. Elle aboutit à la trahison et à la paralysie. Dans l'intérêt même de l'actuel débat sur la paix, des avancées politiques et des projets qui se dessinent pour l'île, ne regardons plus hier que pour en tirer des enseignements. Parlons clair. Hier nous pouvions être pessimistes: le rapport France-Corse, après la fin de l'Empire et la décolonisation, était d'une nature particulièrement difficile à résoudre (l'antagonisme des notions de nation et de peuple revêt, pour ne citer que lui, un caractère plutôt irréductible). La construction de l'espace européen peut changer ces données et créer les conditions politiques et économiques d'un véritable développement et d'une authentique démocratie. Mais il y a des conditions. Toute la question est de savoir qui maîtrisera, demain, dans cette île, le pouvoir économique. Quelles seront les retombées pour l'en-semble de notre communauté des grands projets et des investissements considérables qui se préparent?

Quels seront les interlocuteurs futurs de la Corse?

La décentralisation est irréversible. Le statut particulier devrait même s'accentuer. Il y a un mouvement naturel des choses. Mais que serait une île livrée à elle-même, sans contre-pouvoirs et sans arbitrages? Il ne s'agit pas de créer de nouvelles structures. mais de confier les responsabilités à des hommes intègres et compétents. La corse connaît actuellement une situation spécifique, à certains égards, inédite. Des leaders politiques compétents s'affirment. Ils connaissent les dossiers. Des hommes d'affaires dynamiques, qui ont le sens du développement, se lancent dans l'arène politique. C'est important pour une île, qui a besoin de sortir de ses vieilles structures et de trouver des emplois pour ses enfants, mais un plan économique, pour prioritaire qu'il soit, ne solutionnera pas tout. Parce que la Corse est plus complexe. Elle a ses plaies d'Égypte. Elle connaît encore le clientèlisme, l'assistanat érigé au plan d'une institution et il est difficile d'extirper la fraude. Elle voit, enfin, s'organiser, pour la première fois dans l'île, l'embryon d'un système mafieux. Il n'occupe qu'un espace restreint. Dans notre microcosme, je ne pense pas qu'il y ait le risque de voir se développer « le mal palermitain ». Que les dieux nous en préservent! Ce cancer serait inguérissable.

Enfin, ce qui rend la situation corse inédite en Europe, c'est la présence du mouvement indépendantiste. Si nous voulons sortir de l'ornière, il faut une situation politique saine. C'est-à-dire, assurer les meilleures conditions de la démocratie. Mais il n'y a pas de République et de démocratie sans vertu. Montesquieu l'a dit. Le pourrissement progressif des valeurs morales mine cette île. Je le dis brutalement, en Corse, tout doit commencer par une révolution morale et spirituelle. Sinon, tout sera perdu, même dans une société d'abondance. C'est pour cela que tous ceux qui partagent les valeurs de l'humanisme ont intérêt à se rassembler

par-delà tous les clivages idéologiques et politiques. D'où l'importance du dialogue. S'il y a une place pour la violence, il faut que ce soit celle de l'amour de la justice. Tout cela n'est pas un discours idéaliste. Paradoxalement, c'est le vrai chemin du réalisme pour la Corse.

Quel Président de la République a eu, selon vous, l'intuition la meilleure à propos du problème corse?

Le drame de la Corse c'est qu'elle attend toujours tout d'un Père. Elle a même tendance à vouloir faire de sa mère un père. A défaut, elle s'offre, au plan local, des « parrains ». Le Président de la République ne peut régler le problème corse d'un coup de baguette magique, d'autant plus que la Corse n'est pas un problème, mais un cas. Il y faudrait un guérisseur. Je pense qu'un Président de la République, qui a en charge le passé, le présent et l'avenir du pays, est vraiment animé par l'intérêt supérieur. Mais «l'état de grâce » sur ce point, c'est autre chose. Même si un Président de la République avait eu une intuition excellente du problème insulaire, les choses n'étaient pas mûres dans l'île pour un règlement sérieux.

Le sont-elles aujourd'hui? Un règlement du problème corse peut-il intervenir, à votre avis, et à quelles conditions?

Je pense que le dialogue qui s'était amorcé était nécessaire. Il a des vertus.

C'est même le commencement obligé. Pour le reste, j'ai déjà dit l'essentiel.

1) Il n'y a pas d'accord sérieux avec des arrière-pensées.

2) La Corse ne peut se passer d'une morale. Même si cela peut paraître provocateur dans le contexte actuel, disons que les Corses ont un sens profond de la justice. Il vient de loin. Il nous vient d'Antigone. Tout règlement du problème corse, qui ne serait qu'un compromis d'apparence, n'aboutira à rien de solide. Il faut, certes, donner à la Corse les moyens économiques de son développement pour que sa jeunesse retrouve sa dignité dans le travail. C'est fondamental. Mais la Corse ne doit pas perdre la mémoire de son identité originale qui est celle de la singularité de son âme. Ceci est incontournable. Le nier serait choisir le pire. C'est là aussi que sont les sources de notre morale. Le Président de la République a dit un jour avec une imprudence calculée: « Soyez vousmême ». Écoutons-le! ne trichons pas avec nous-mêmes!

Quel rôle la diaspora pourra-t-elle jouer pour l'avenir de l'île?

La faible démographie de l'île constitue un handicap sérieux pour son développement. L'île a besoin de tous ses fils. Or il y a un million de Corses à l'extérieur et ils portent tous, d'une manière ou d'une autre, la Corse en eux. Ils ont eux aussi

des droits moraux et imprescriptibles. L'essence de la Corse est de transcender le temps. Ce n'est pas l'exil ou l'éloignement qui doivent les condamner à ne pas participer au devenir de leur île. Mais ils ont, eux, le devoir d'apporter concrètement leur concours au développement de la Corse. Le progrès de l'île est à ce prix. Nous vivons dans une société nouvelle de communication et de simultanéité. Les lieux de travail, de distribution des richesses et de savoir se déconcentrent et se démultiplient. Ils peuvent, où que soient leurs implantations, travailler en synergie. Même en ne vivant pas dans l'île, les Corses de l'extérieur pourront apporter leur contribution au développement. Un seul exemple: désormais, il n'y a plus de problème d'environnement pour l'Université de Corte. Elle peut s'associer, elle le fait déjà, à des laboratoires et à des recherches, conduites, chez elle, ou ailleurs. Ah! si tous les universitaires corses lui donnaient un coup de main, quel rayonnement pour notre Université!

Oghje, qualli sò i vostri proghjetti? Aghju, una passione pè a Corsica. Hè sta passione chì dà un sensu a le mio imprese litterarie, prufessiunale e altre. Si e circonstanze u dumandanu sarò preparatu e dispostu a mette me speranze e me fede a u serviziu di a Corsica, ma e forme di st'azione podranu esse diverse...

